

L'EMANCIPATEUR

SYNDICAT CGT DU VAR DES RETRAITÉS ET ANCIENS SALARIÉS
DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Mensuel n° 431 - Mai 2026

édito

“ Déjà la guerre
apparaissait
comme une
immense
industrie. ”
Jean Jaurès

sommaire

- Edito **1**

- La CGT à mobilisé pour
la paix et contre la militari-
sation des esprits **2**

- Le danger des extrêmes-
droites dans le monde
(épisode 25) **3**

- Un 1er mai combatif **4**

- Santé : remise en cause
du remboursement
à 100% **4**

ATTENTION :

Dans ce numéro,
l'attestation
de versement
des cotisations
pour les
déclarations
d'impôts.

L'Assemblée nationale vient d'approuver le projet de loi de Programmation Militaire (LPM) prévoyant 36 milliards d'euros supplémentaires pour l'armée. La somme totale des dépenses militaires va atteindre les 436 milliards avec un budget annuel de 76,3 milliards en 2030 et une augmentation nette des effectifs afin d'atteindre 275.000 soldats.

La loi marque également la volonté de soumission de la jeunesse, comme la journée de défense et de citoyenneté. Le nouveau service national volontaire est prévu dès l'été 2026, avec 10 mois de service militaire pour les 18-25 ans et un budget dédié de 2,3 milliards (Initiative du 23 avril de la CGT).

De plus cette LPM crée un état d'exception intitulé : *état d'alerte de sécurité nationale*, activable par simple décret permettant au gouvernement de suspendre des pans entiers de nos droits, de réquisitionner les travailleurs civils, s'ajoutant des mesures de surveillance renforcée et d'encadrement des agents du renseignement. Le gouvernement, les politiciens, les médias au service du capital nous disent : les caisses sont vides. Que dit-on des plus de 270 milliards versées aux entreprises, les 76 milliards à l'armée, les 50 milliards de taux d'intérêt de la dette versés aux banques ?

De l'argent il y en a, les bourses du monde sont au plus haut de l'histoire, y compris le CAC40.

Le grand écart entre le pouvoir d'achat dégradé des ménages et l'envolée des profits des entreprises s'accroît. En France le taux de pauvreté est au plus haut, 9 millions de personnes (13,5% de la population) vivent dans des situations de privation. Dans un des pays les plus riches au monde, des millions de français peinent à se chauffer ou à manger correctement. Que dire de l'avenir de notre Sécurité sociale, du reste à charge et des dépassements d'honoraires que nous subissons.

Dans cette période, l'extrême-droite prospère sur le désespoir social. Elle prétend défendre le peuple tout en s'opposant aux hausses de salaires, aux droits syndicaux, aux investissements publics dans l'éducation et la santé. Elle divise les travailleurs selon leurs origines, leur religion ou leur orientation sexuelle, pour faire oublier l'exploitation capitaliste.

La préparation du 54ème congrès confédéral, celle de notre congrès doivent nous permettre de débattre de l'importance d'un syndicalisme de classe et de masse indispensable aux travailleurs-es, aux retraité-es, aux chômeurs-es. Un syndicat doit être l'expression de ses adhérents, c'est à ce titre que nous allons vous faire parvenir un cahier de revendications à compléter pour que nos futures actions soient bien l'expression de vos besoins.

Dans cette période où tout pousse au repli et à la résignation, notre force reste intacte : des retraité-es organisé-es solidaires et déterminé-es à ne rien lâcher sur nos droits, notre dignité et l'avenir des générations qui viennent.

L'histoire sociale de notre pays l'a toujours prouvé : quand les travailleurs-es et les retraité-es se mettent en mouvement ensemble, **plus rien n'est impossible.**

Michel CAMATTE
Secrétaire Général
Membre de la CE de L'UCR

Jeudi 23 avril, place d'armes à Toulon...

La CGT a mobilisé pour la paix et contre la militarisation des esprits

Alors que se tenait le salon « Toulon Défense Event » dédié à la promotion des métiers des armées et des industries de l'armement, notre UD/CGT83, organisait en parallèle le « Toulon PAIX Event », pour dénoncer cette dérive préoccupante, d'une société qui s'habitue progressivement à la guerre et à ses logiques mortifères.



Pour la CGT, « présenter l'industrie de Défense comme une opportunité professionnelle ordinaire, sans interroger ses finalités, revient à occulter les enjeux fondamentaux de paix, de souveraineté et de responsabilité collective ».

Ce jeudi 23 avril, près d'un millier de personnes se sont données rendez-vous place d'armes, pour dire non aux moyens considérables qui sont consacrés à l'armement, alors que les besoins sociaux sont immenses, notamment dans l'éducation, la santé et les services publics. Mais la bataille est loin d'être terminée, comme en témoignent les 36 milliards de rallonge pour la Loi de Programmation Militaire, votée largement au parlement le 19 mai par la droite, l'extrême-droite et le parti socialiste.

Il y a bien un effet de fond dans notre pays, pour pro-

mouvoir la militarisation et la guerre.

La poursuite et l'amplification de notre combat pour la paix, la justice sociale et contre les va-t'en guerre et la militarisation des esprits, doit constituer aujourd'hui un enjeu majeur pour toute la CGT.



L'actu de la Fachosphère en ce printemps 2026

Depuis le scrutin municipal de mars, l'extrême-droite accélère son opération de conquête du pouvoir mais, en même temps, leurs masques de « dédiables » ne cessent de se fissurer. Les actualités récentes sont éloquents et pour ce n° 25 de notre rubrique mensuelle, voici un petit tour d'horizon, non exhaustif malheureusement, de ces dernières semaines, qui nous donne un nouvel aperçu de ce qui nous attend si jamais...

Le RN se moque des violences faites aux femmes !

Alors que les féminicides augmentent dans notre pays, un projet d'extension du dispositif « téléphone grave danger » à de nouvelles situations pour les femmes victimes de violences, a été débattu à l'assemblée Nationale. Une extension impliquant l'augmentation du nombre de téléphones attribués... **Trop cher pour les députés du RN qui ont voté CONTRE ce dispositif !**

Acte en totale cohérence avec leur vision sexiste et leur positionnement européen, eux qui n'ont pas voté, ni la convention sur la lutte contre les violences à l'égard des femmes, ni la directive sur l'égalité salariale.

Le dispositif a néanmoins été adopté !

Relans « pétainistes » et colonialistes dans les mairies RN...

Le 8 mai à Carpentras, le nouveau maire RN fait diffuser « *Maréchal nous voilà* », la chanson à la gloire de Pétain (à l'insu de son plein gré paraît-il !). Sauf que la même chanson a également été diffusée le même jour dans les haut-parleurs d'une autre commune aux mains du RN, Canet en Roussillon... Bizarre, bizarre.

Pas de doute possible par contre à Liévin ce même 8 mai, où le maire fait disparaître tous les drapeaux des alliés vainqueurs du nazisme pour ne garder que le drapeau français !

Pas d'erreur non plus à Vierzon où le nouveau maire RN, annule la journée de l'abolition de l'esclavage du 10 mai !

Expulsions au programme à Carcassonne...

Après avoir privé de subventions et expulsé de ses locaux, la « Ligue des droits de l'homme » le nouveau maire RN a engagé une procédure d'expulsion de la CGT de ses locaux de la bourse du travail/Maison du peuple Gaston Monmousseau. Les 7 confédérations syndicales interpellent les ministres de l'intérieur et du travail et exigent le respect des libertés syndicales.

Le RN au secours des profits des labos pharmaceutiques !

L'Assemblée Nationale avait aussi à l'ordre du jour, la création d'un « fonds de recherche public » dédié aux cancers pédiatriques et aux maladies rares et orphelines chez l'enfant et alimenté par une taxe de **0,1%** sur le chiffre d'affaires colossal (30 milliards d'euros quand-même), des laboratoires pharmaceutiques. Là encore, **les députés d'extrême-droite ont voté CONTRE !**

Motif : Pas question d'impacter ce chiffre d'affaires des labos qui de leur côté, ne veulent pas financer eux-mêmes cette recherche... Scandaleux mais pas surprenant... le RN roule bien pour le Capital et les milliardaires !

L'audiovisuel public, la création, les artistes, dans le viseur !

Au service de son dangereux projet réactionnaire, le milliardaire d'extrême-droite Vincent Bolloré, continue de tisser méthodiquement sa toile médiatique. Il englutit des maisons d'édition et entend maintenant mettre au pas la création cinématographique, allant jusqu'à blacklister les créateurs et artistes osant s'opposer à son OPA fasciste sur nos cerveaux, nos imaginaires.

Le récent rapport sur l'audiovisuel public, de son porte-flingue, le député ciottiste Alloncle, s'inscrit dans cette stratégie.

En ces temps de crise, l'empire Bolloré constitue une menace sans précédent pour la démocratie, pour notre humanité. Il est grand temps de se réveiller car le danger est déjà là.

Mais il n'y a pas que de mauvaises nouvelles...

Pour la première fois depuis 6 ans, **C-NEWS**, la chaîne d'extrême-droite de Bolloré, voit ses audiences reculer significativement et se retrouve en 3ème position derrière BFMTV et LCI.

Il semble que de nombreux téléspectateurs commencent à mesurer pour qui roule C-NEWS.

C'est salutaire et doit nous inciter à amplifier notre combat contre toutes les forces réactionnaires.

Un 1er mai 2026 **combatif !**

Plus de 300 000 personnes ont manifesté en France à l'appel d'une intersyndicale pour la défense du 1er mai, pour les salaires et les pensions, les services publics, la paix et contre l'extrême-droite.

Dans le Var, c'était à l'appel de l'UD83cgt et des autres organisations syndicales, UNSA, Solidaire, FSU, (manquaient à l'appel FO et CFDT). À Toulon, le rendez-vous était fixé à 10 heures devant la bourse du travail.

Après un bref rappel de l'actualité sociale et politique par les secrétaires des différentes organisations, le cortège démarre et se dirige vers le boulevard de Strasbourg en passant devant le palais de justice. Puis, direction le rond-point Noël Blache et remontée vers la gare SNCF, retour à la bourse du travail vers 12h 30. Un



bon millier de manifestants a défilé dans une ambiance bon enfant. Ensuite comme l'année dernière, un apéro fraternel était offert par

l'UD 83cgt.

Des défilés ont également eu lieu à Draguignan et Saint-Raphaël.

Daniel CESANA

Santé : **remise en cause** **du remboursement à 100%**

Un décret du 17 avril modifie les règles de prise en charge des maladies graves.

Dès octobre 2026, certains médicaments jugés « peu efficaces » par la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) ne seront plus remboursés intégralement. Près de 14 millions d'assurés sont concernés. Le critère avancé est économique : réduire les dépenses. Le gouvernement Macron / Lecornu gèle cette année 6 milliards de dépenses, dont 2 milliards dans la Sécu !

Il n'y aurait plus d'argent pour prendre en charge les malades ?

Et pourtant :

- Porté par la hausse des prix du pétrole causée par la guerre au Moyen-Orient, Total-Energies engrange 5 milliards de profit sur les trois premiers mois de 2026 !

- Le gouvernement actualise la loi de programmation militaire

(LPM) 2024-2030 avec une hausse de 36 milliards d'euros s'ajoutant aux 413 milliards d'euros initialement prévus au budget !

L'argent pour la guerre ou pour la santé ?

Le 4 mai, des centaines de militants syndicaux se rassemblaient devant l'Assemblée nationale, à l'appel de la

fédération CGT Santé et d'autres organisations syndicales, le jour où débutaient les discussions sur le projet de texte qui doit actualiser la LPM avec cette hausse de 36 milliards. Les militants se rassemblaient contre les budgets de guerre, afin de répondre aux besoins des services publics et des hôpitaux.

Natacha Pommet, secrétaire générale de la fédération CGT des Services publics, concluait ainsi son intervention devant les manifestants : « **Au lieu de préparer la guerre, il s'agirait de préparer la paix, développer et renforcer les services publics, nos salaires, la Sécurité sociale, nos caisses de retraite, plutôt que l'escalade militaire et l'exception sécuritaire.** »

Franck SERVEL

